

7 Jours

Filpac CGT

N°92- 4-6-2014

Directeur de publication : Marc Peyrade
Rédaction : Jean Gersin (gersin@filpac-cgt.fr)
Filpac CGT - tél. : 01 55 82 85 74 - www.filpac-cgt.fr

Pourquoi ce copieux 7 Jours ? La Filpac CGT n'a ni la science infuse ni la prétention à l'expertise économique magistrale. Mais elle contribue à son modeste rang à l'effort collectif général. En effet, le paradoxe est le suivant : l'austérité continue malgré les convulsions politiques qui résultent de la récession économique permanente et au chômage de masse. Un parti du président réduit à moins de 14%, un RBM en passe de devenir un parti fasciste de masse, une droite qui saute sur la mine de l'argent, une gauche antilibérale réduite aux acquêts... Voilà une instabilité politique qui risque pourtant d'accoucher d'une Union nationale pour l'austérité européenne, pourtant rejetée sous des formes diverses et contradictoires dans l'abstention et dans les urnes. L'éclatement politique et syndical apparent cache mal cette réalité : la conférence sociale des 7 et 8 juillet va couronner un Medef maître du jeu, disposant d'alliés de poids à sa politique, le gouvernement et la Troïka CFDT CFTC CGC. Il nous faut mesurer le danger de cette conférence. La CGT doit contre le consensus national, présenté comme le nouveau « patriotisme ». Avant de partir en vacances ou pour la Coupe du monde de foot, c'est la tâche principale de toutes et tous. Elle suppose une véritable mobilisation.

Les réponses alternatives de la CGT au « Pacte de Responsabilité »

Seule l'austérité contre les salariés survit aux convulsions de la crise politique. « L'Union Sacrée pour l'austérité », qui sera présentée à la Conférence sociale des 6 et 7 juillet, se négocie en ce moment dans les couloirs du congrès de la CFDT. Medef, gouvernement et Troïka (CFDT CFTC CGC) veulent transformer le « Pacte de Responsabilité » en patriotisme national pour défendre les profits et exclure toute question sociale. Décryptage du piège du siècle.

1. Pour le patronat, l'austérité est un préalable à une éventuelle sortie de crise.

L'obsession du Medef est plus que jamais présente. Il veut imposer par tous les moyens la poursuite jusqu'à son terme de la politique d'austérité. Et les termes de cette issue seront traités à la Conférence sociale de juillet. La question majeure en sera la tentative ultime de mettre fin de la protection sociale fondée sur les besoins sociaux.

Pour le patronat (AFEP-MEDEF-UPPA-CGPME etc.), il ne s'agit pas seulement de traiter la crise de la seule manière capitaliste, la sauvegarde des profits. Les industriels, banquiers, rentiers et actionnaires se saisissent de la crise pour purger de toute question sociale la scène économique. Ce qui dope cette offensive de fond, c'est l'éclatement de la représentation politique et sociale des actifs, chômeurs et retraités. Le patronat dispose de la bombe atomique sociale : le chômage de masse et le pouvoir de licencier sans entrave. Il bénéficie en plus de forces syndicales et politiques qui ont rallié son camp.



Le parti du président, minoritaire comme jamais, ne modifie pas d'un iota sa politique d'austérité. Issu de l'échec des municipales et balayé par le naufrage des européennes, le 1^{er} des ministres hollandais égrène le contenu inchangé des mesures : gel des prestations – dont la rente accident du travail -, exonération des cotisations patronales, préparation d'artillerie contre le coût excessif des prestations sociales, nettoyage des instances représentatives du personnel dans la foulée de la fin des Prud'hommes, report sine die de la réforme de l'inspection du Travail, désindexation des pensions, appui direct aux opérations de restructuration, aide à la numérisation généralisée, etc.

Obsession de l'échec ? Conduite suicidaire ? L'austérité est au cœur du parti du président parce que cette formation opère sous nos yeux une mutation : d'un parti naguère social-démocrate, la formation présidentielle devient un parti Démocrate à l'américaine. Que le processus soit en cours ou achevé n'y change rien. L'identité partagée avec la droite est l'adhésion au libéralisme. Dès lors la notion de « gauche » se retire dans des valeurs dites sociétales, commémoratives, par pulsions incohérentes.

2. Le Pacte de responsabilité se voudrait une Union sacrée, comme en temps de guerre

Le Pacte d'austérité est moins la chose du gouvernement que l'outil du patronat. D'ailleurs, l'environnement politique du Medef lui est devenu presque indifférent. Une gauche libérale ou une droite libérale... Le nationalisme revendiqué par le Rassemblement Bleu Marine n'est en rien une gêne pour la bourgeoisie. Elle-même avance pour la Conférence sociale de juillet l'axe majeur d'une Union sacrée autour de

mesures brutales baptisées « réformes ». Comme si le Medef était réformiste. Union sacrée derrière la croisade de la compétitivité, rassemblement national derrière les profits d'entreprises rebaptisées françaises, sacrifice national des éléments déclarés prohibitifs du coût du travail. Ne manque que l'appel à la mobilisation sous l'uniforme... le Medef veut-il pas dire « mouvement des entreprises de France » ?

La CFDT, comme la CFTC et la CGC, dans cette Union sacrée, joue un rôle clé. Les termes du pacte, nommé alors contrat de compétitivité ont été définis sous Sarkozy par l'accord de juin 2011 entre ces trois formations syndicales et trois organisations patronales, Medef, UPA et CGPME. Un « constat partagé », au terme de mois de débats et de rédaction, a été établi par un long document, totalement extérieur au congrès actuel de la CFDT. Sa fonction ? Remplacer la réalité de la crise du système par l'idéologie économique de la compétitivité, qui fournit le titre au volumineux pensum. L'approche n'est pas qu'intellectuelle, elle est pratique : l'opposition entre Capital et Travail est remplacée par un compromis historique sur la baisse du coût du travail, dont fait partie en premier lieu la protection sociale définie dans son financement par les cotisations patronales et salariales.



Ainsi le Medef a-t-il les clés de la situation, moins par sa capacité intrinsèque, mais par les ralliements dont il bénéficie. Le système en place est exclusif. Il possède un pouvoir destructeur bien plus fort que les simples accords minoritaires passés jadis par l'UMM dans la Métallurgie avec FO et CFTC. Depuis plus de deux ans, la CFDT donne son nom à des accords nommés interprofessionnels, dont la logique est celle du libéralisme. Il ne s'agit pas de négocier, d'entretenir la flamme du « dialogue social », mais de mettre en pratique le programme commun au patronat, à la Troïka syndicale et au parti libéral au pouvoir. Ceux qui ne sont pas d'accord prendront le train, les autres, les salariés, ne sont tout bonnement pas consultés.

Jamais le patronat n'a disposé dans un cadre réputé démocratique et républicain de tant de marges de manœuvres. D'où son appétit aiguisé à appliquer le programme dont Denis Kessler a énoncé le contenu d'une phrase : « Liquidier tous les éléments encore debout du programme du Conseil national de la Résistance ». La formation électorale conduite par la dynastie d'extrême droite familiale Le Pen peut être pour le patronat un supplétif intéressant. A force d'habitude électorale, un volant stable de votants est en passe de fournir une base militante à un futur parti néofasciste, dont la fonction sera de contester au mouvement ouvrier traditionnel la représentation populaire ? Ce qui est un slogan deviendrait alors un outil de force. Ce qui déblayerait la route à un patronat débarrassé de toute contestation de classe.

3. Démontez le mensonge qui prétend fonder l'austérité

Sur quoi se fonde l'austérité, le Pacte voire l'Union sacrée qui en découlent ? Et Pourquoi nous ne rallierons pas ? Le raisonnement est, comme d'habitude, présenté comme simple, naturel.

La dette, « nous » devons la rembourser pour ne pas la laisser à nos enfants. Elle résulte d'une croissance excessive des dépenses publiques. « Nous » vivons au dessus de nos moyens, « nous » dépensons plus que nous gagnons. Donc, il « nous » faut ajuster « nos » dépenses aux recettes.

La réduction des déficits et des dettes publiques est ainsi aujourd'hui l'objectif prioritaire de la politique économique menée en France comme dans la plupart des pays européens. La baisse des salaires des fonctionnaires, ou le Pacte dit "de responsabilité" qui prévoit 50 milliards supplémentaires de réduction des dépenses publiques, sont justifiés au nom de cet impératif. Le discours dominant sur la montée de la dette publique fait comme si son origine était évidente : une croissance excessive des dépenses publiques.

Mais ce discours ne résiste pas à l'examen des faits. L'augmentation de la dette de l'Etat - qui représente l'essentiel, soit 79 %, de la dette publique - ne peut s'expliquer par l'augmentation des dépenses puisque leur part dans le PIB a chuté de 2 points en trente ans.

- a. Si la dette a augmenté c'est d'abord parce que tout au long des années écoulées, l'Etat s'est systématiquement privé de recettes en exonérant les ménages aisés et les grandes entreprises : du fait

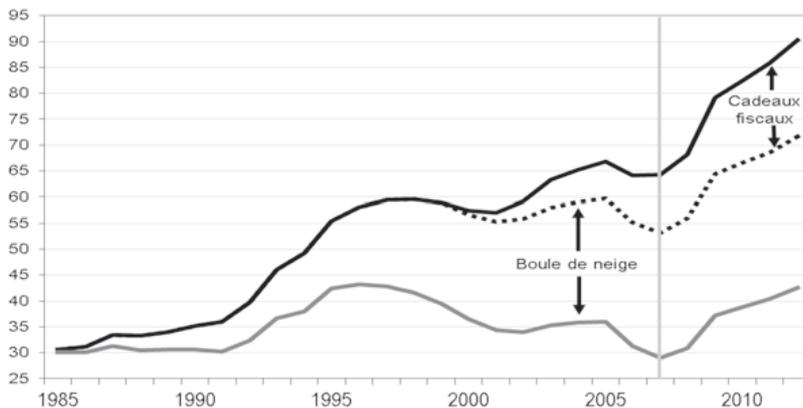
de la multiplication des cadeaux fiscaux et des niches, la part des recettes de l'Etat dans le PIB a chuté de 5 points en 30 ans.

Si l'Etat, au lieu de se dépouiller lui-même, avait maintenu constante la part de ses recettes dans le PIB, la dette publique serait aujourd'hui inférieure de 24 points de PIB (soit 488 milliards €) à son niveau actuel.

- b. C'est ensuite parce que les taux d'intérêt ont souvent atteint des niveaux excessifs, notamment dans les années 1990 avec les politiques de "franc fort" pour préparer l'entrée dans l'euro, engendrant un "effet boule de neige" qui pèse encore très lourdement sur la dette actuelle.

Si l'Etat, au lieu de se financer depuis 30 ans sur les marchés financiers, avait recouru à des emprunts directement auprès des ménages ou des banques à un taux d'intérêt réel de 2 %, la dette publique serait aujourd'hui inférieure de 29 points de PIB (soit 589 milliards d'euros) à son niveau actuel.

- c. L'impact combiné de l'effet boule de neige et des cadeaux fiscaux sur la dette publique est majeur : 53 % du PIB (soit 1077 milliards €). Si l'Etat n'avait pas réduit ses recettes et choyé les marchés financiers, le ratio dette publique sur PIB aurait été en 2012 de 43 % au lieu de 90 %.



Au total, 59 % de l'actuelle dette publique proviennent des cadeaux fiscaux et des taux d'intérêt excessifs.

La dette publique a été provoquée par des politiques économiques largement favorables aux intérêts des créanciers et des riches, alors que les sacrifices demandés aujourd'hui pour la réduire pèsent pour l'essentiel sur les salariés, les retraités et les usagers des services publics. Cela pose la question de sa légitimité.

4. Ce que nous devons défendre contre alternative à l'austérité - Les propositions pour en sortir

Qui doit payer la facture ?

Il est légitime que les entreprises privées - nationales ou étrangères - ainsi que les ménages les plus riches qui détiennent des titres de ces dettes supportent le fardeau de l'annulation ou de la réduction de la dette car ils portent largement la responsabilité de la crise, dont ils ont de surcroît profité.

Le fait qu'ils doivent supporter cette charge n'est qu'un juste retour vers davantage de justice sociale. Il est donc important d'identifier les détenteurs de titres afin d'indemniser parmi eux les citoyens et citoyennes à faibles et moyens revenus.

Il convient en effet de protéger les petits épargnants qui ont placé leurs économies dans des titres publics ainsi que les salariés et les retraités qui ont vu une partie de leurs cotisations sociales (retraite, chômage, maladie, famille) placée par les institutions ou les organismes gestionnaires dans ce même type de titres.

La restructuration de la dette peut prendre diverses formes, non exclusives les unes des autres, et entre lesquelles un débat démocratique devrait pouvoir choisir.

Mesure n° 1 : annulation de tout ou partie de la dette illégitime.

Mesure n° 2 : allongement substantiel des durées de remboursement et un plafonnement des taux d'intérêt

Mesure n° 3 : Un impôt exceptionnel progressif sur les 10 % (ou les 1%) les plus riches, dont les recettes serviraient à rembourser par anticipation une partie de la dette. Ce type de mesure, qui peut paraître radical, est pourtant évoqué dans un rapport récent du FMI sous forme d'un impôt "à un coup" (one off) sur la richesse privée ; il faudrait prévoir (ce que ne fait pas le FMI) un seuil protégeant les petits épargnants.

Sortir de l'emprise des marchés financiers

L'objectif n'est pas de réduire à zéro le déficit. Il est de respecter la véritable "règle d'or" des finances publiques qui stipule qu'il est légitime de financer les investissements d'utilité publique par le déficit. La réduction du déficit public n'est donc pas un but en soi. En effet, le déficit peut être utilisé pour relancer l'activité économique et réaliser des dépenses afin d'améliorer les conditions de vie des victimes de la crise.



Une fois l'activité économique relancée, la réduction des déficits publics doit se faire non pas en réduisant les dépenses sociales publiques, mais par la hausse des recettes fiscales, en luttant contre la fraude, l'évasion et l'optimisation fiscales et en taxant davantage les revenus des grandes entreprises, le patrimoine et les revenus des ménages riches, les transactions financières : c'est un choix de société.

La réduction du déficit doit aussi porter sur le budget militaire ainsi que sur d'autres dépenses socialement inutiles et dangereuses pour l'environnement comme la construction de nouveaux aéroports ou de nouvelles infrastructures autoroutières.

Le FMI, qui reconnaît le maintien à un niveau très élevé des dettes publiques, malgré les mesures d'ajustement, constate également que "la progressivité des systèmes fiscaux dans le monde n'a cessé de baisser depuis le début des années 1980" et qu'il "semble exister une marge suffisante dans beaucoup de pays avancés pour tirer davantage de recettes des plus hauts revenus". Et il calcule que, pour réduire les ratios d'endettement à leur niveau de 2007, "il faudrait (pour un échantillon de 15 pays de la zone euro) un taux d'imposition d'environ 10 pour cent sur les ménages disposant d'une richesse nette positive".

Que faire de la dette ? Un audit de la dette publique de la France

En revanche, il est fondamental d'augmenter les dépenses sociales, notamment pour contrecarrer les effets de la dépression économique. Il faut également accroître les investissements publics dans certaines infrastructures comme les transports en commun, les établissements scolaires, les installations de santé publique et un vaste programme de transition écologique.

Une politique de relance par l'investissement public et par la demande de la majorité des ménages génère également des créations d'emplois et des rentrées d'impôts et de cotisations.

Au-delà d'une politique de relance de l'emploi et de l'économie, la crise doit donner la possibilité de rompre avec la logique actuelle, tourner le dos au productivisme, intégrer la donne écologique et promouvoir les biens communs.

L'objectif immédiat est de ne plus dépendre du bon vouloir des marchés financiers et des agences de notation mais de garantir le financement de la dette publique à des taux modérés.

Cela peut le faire de diverses manières.

Mesure n° 4 : l'obligation faite aux banques de souscrire un quota de titres de la dette publique ou de la dette des collectivités locales, par exemple en réemploi des fonds collectés sur les livrets A.

Mesure n° 5 : un emprunt forcé comme arme de destruction massive de la politique budgétaire. Il consiste à “contraindre les grands contribuables à prêter à leur gouvernement” et cela peut se faire à un taux d’intérêt réduit.

Mesure n° 6 : l’extension du secteur bancaire public. Les Caisses d’épargne, la Banque Postale pourraient étendre leur collecte (par hausse du plafond du livret A) afin de financer les dettes publiques et locales à des taux bas mais garantis (selon l’exemple du Japon). Une institution bancaire spécialisée pourrait placer directement des titres publics ou locaux auprès des épargnants.

Mesure n° 7 : la socialisation du système bancaire dans son intégralité. Assurant de fait un service public, et bénéficiaires de garanties publiques contre la faillite, les banques devraient passer sous contrôle capitalistique des pouvoirs publics (européens, nationaux et régionaux) et

être dirigées par des conseils d’administration représentatifs des parties prenantes et de la société civile ; elles procureraient des financements à taux modéré aux acteurs publics locaux et nationaux.

Les conditions à remplir

S’agissant d’investissement correspondant aux priorités publiques, l’Etat doit s’assurer (ainsi qu’aux collectivités locales et aux établissements publics) les conditions d’un financement stable et au coût maîtrisé. Il doit par ailleurs garantir une répartition équitable de ce financement.

L’application de ces principes suppose qu’un certain nombre de conditions soient remplies.

Mesure n° 8 : mettre à jour le “cadastre” de la dette en levant l’opacité sur l’identité des créanciers de l’Etat. Il faut assurer une parfaite transparence et traçabilité des transactions sur les titres de la dette publique.

Mesure n° 9 : mettre un terme à l’exode fiscal, aux paradis fiscaux, à l’optimisation fiscale des multinationales notamment par la manipulation des prix de transfert.

Mesure n° 10 : renforcer très substantiellement les moyens et les effectifs du contrôle fiscal

Bien entendu, cette plate-forme alternative à la politique d’austérité n’est ni exhaustive ni fermée. Elle permet d’aborder le piège de la Conférence sociale par une attitude offensive et revendicative.

Elle suppose la mobilisation. Sans l’adhésion des militants, adhérents et salariés, les meilleures idées du monde terminent aux archives ou sont classées à la verticale.

Pas plus que Jaurès à la veille du Grand Massacre qu’on nomme aujourd’hui « Grande Guerre », notre CGT ne marchera dans l’Union sacrée pour l’austérité.

Ensemble, tout est possible si nous résistons.